

Ce cadre est construit à partir d'une réunion organisée à la DDT 38 le 5 avril 2013 (CR en annexe)

Eléments législatifs de contexte :

Le décret 2012-616 du 2 mai 2012, entré en vigueur le 1er janvier 2013, soumet les projets de réglementation des boisements prévus par l'article L126-1 du Code rural et de la pêche maritime à la démarche d'évaluation environnementale. Le cadre général de mise en œuvre de cette évaluation et le contenu de l'étude d'impact sont énoncés dans les articles R122-17 à R122-24 du Code de l'Environnement.

Pour la réglementation des boisements, l'autorité compétente pour rendre un avis sur l'évaluation environnementale du document est le Préfet de département (donc les services de la DDT).

Réglementairement, l'avis doit être rendu dans un délai maximum de 3 mois après réception du projet de réglementation validé par une délibération du Conseil général.

A partir de ce contexte législatif et de la réunion du 5 avril, il est convenu que :

- Le CG38 informe régulièrement la DDT 38 de l'avancée de la procédure pour chaque commission. Il réalise (en interne ou par délégation), de manière concomitante, le diagnostic préalable au projet de réglementation et le rapport environnemental.
- La DDT 38 réalisera son avis dès réception des éléments fournis par le CG38, afin de réduire le délai de rendu de l'avis autant que possible.
- Le rapport environnemental doit prendre la forme d'un document formel, d'une dizaine de pages environ (avec cartes) et qui explicitera de la manière suivante les points prévus à l'article R.122-20 du code de l'environnement :
 - 1) Présentation générale : synthèse du diagnostic
 - 2) Description de l'état initial : « à dire d'expert » et sans étude complémentaire spécifique. Pourra prendre la forme d'un tableau sur les points à l'étude avec trois niveaux d'enjeux (priorités par thèmes) et/ou sous la forme de cartes (sectorisation des enjeux).
 - 3) Solutions de substitution : évoquer les autres dispositifs possibles et pourquoi ils n'ont pas été retenus.
 - 4) Exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu : surtout une justification des différents périmètres.
 - 5) Effets sur l'environnement : de manière proportionnée, au regard de l'impact du document, notamment pour l'aspect « santé humaine ». Attention particulière en cas de présence de captages ou de zones Natura 2000.
 - 6) Mesures précises pour éviter les conséquences négatives du projet : à indiquer le cas échéant
 - 7) Indicateurs : le cas échéant : nombre de déclarations, bilan des surfaces boisées, infractions recensées
 - 8) Méthodes : pas indispensable
 - 9) Résumé : pas indispensable

ANNEXE : CR de la réunion du 5 avril 2013

Réunion sur l'évaluation environnementale de la réglementation des boisements
DDT Isère Vendredi 5 avril 2013

Présents : Pascale BOULARAND, DDT/service Environnement
Serge CARCIAN, SASE (s'occupait de la réglementation des boisements à la DDAF)
Jean Pierre REQUILLART, commissaire enquêteur,
Marie France BACUVIER, commissaire enquêteur
Aymeric MONTANIER, CG Isère
Marc GAILLET, SAFER Rhône Alpes
Marie WOZNIAK, DDT/ chef du SASE

L'objectif de la réunion est de préciser les attentes en matière d'évaluation environnementale, obligatoire dans le cadre de l'étude qui précède la mise en place ou l'actualisation des règlements de boisement.

A la demande de sept communes de l'Isère, des commissions ont été mises en place depuis janvier 2013. Il s'agit de Mont Saint Martin, la Terrasse-le Touvet (commission intercommunale), Saint Martin d'Uriage, Revel- Saint Jean le Vieux, (commission intercommunale), le Moutaret en vue de l'actualisation ou de la mise en place de règlements de boisement. Ces commissions d'aménagement foncier sont présidées depuis 2006 par un commissaire enquêteur, nommé par le tribunal d'instance.
Sont annoncées des demandes de communes de Belledonne et du nordisère.

Les réglementations de boisement ont pour objectif premier la protection des terres agricoles, mais aussi la préservation du paysage. A l'origine, il s'agissait dans un souci d'aménagement cohérent du territoire d'éviter les boisements en « timbre poste ». Trois périmètres sont définis : libre, réglementé ou interdit.

C'est devenu un des modes de l'aménagement foncier en 1985. En 1995, la loi Barnier ajoute dans la réglementation des boisements la prise en compte des paysages remarquables. En 2001, la loi d'orientation sur la forêt impose de nouvelles contraintes aux propriétaires (débroussaillage, production de sapins de Noël ...). Avec la loi sur le développement des territoires ruraux de 2005, elle devient compétence du département.

Le conseil général a établi en 2010 la « délibération de cadrage », préalable obligatoire à la mise en oeuvre de la procédure. Cette délibération, accompagnée d'un rapport, précise les orientations générales et départementales, ainsi que les obligations déclaratives concernant les demandes de plantations. – merci de à A Montanier de la fournir à la DDT en pdf.

Quelle est la démarche ?

- La commune fait la demande d'un règlement de boisement au CG, souvent dans le cadre du PLU.
- La CCAF ou CIAF est constituée. . Composée d'une vingtaine de membres, sa composition est définie par collèges propriétaires, propriétaires forestiers, les exploitants agricoles, les élus locaux, etc ...)
- La première réunion présente la démarche et organise un groupe de travail plus restreint qui va préparer le projet de règlement (sous-commission).
- Une seconde réunion de CCAF ou CIAF valide le projet qui est soumis à enquête publique.

Le Conseil général a mandaté un groupement d'étude composé de la chambre d'agriculture 38 et de la SAFER RA (dans le cadre d'un marché) pour la réalisation des études et de l'animation des commissions (pour toutes les commissions sauf Mont Saint Martin).

Depuis 2006, la réglementation des boisements est devenue une compétence du Président du Conseil général. . La réglementation n'a pas de limite de validité précise. Seul le périmètre interdit a une durée de vie limitée à 15 ans – au-delà le périmètre interdit devient réglementé. Elle doit être annexée au PLU. Le périmètre comprend tout le territoire communal et sera applicable sur les milieux ouverts. Il est possible de rouvrir des secteurs à l'agriculture (application du droit de délaissement) pour des emplacements stratégiques et assurer la continuité entre deux zones agricoles

Le cadre de l'évaluation environnementale, obligatoire dans toute une série de plans schémas, programmes et documents de planification (voir code de l'environnement article R122-17), est à intégrer dans la réflexion très en amont et durant tout le travail avant la prise de décision. Or elle n'était pas dans le cahier des charges du CG.

Les deux études doivent être menées en parallèle. Il s'agit d'un document formel, pas forcément long. Il faut avoir une mémoire de la démarche qui a conduit aux choix, du point de vue environnemental. Le contenu de l'évaluation environnementale est codifié : article R122-20 du code de l'environnement. Elle est proportionnée à l'importance du document de planification, qualitative, évolutive et itérative si nécessaire. Elle doit être menée en parallèle de l'étude, et pas à la fin.

Le CG 38 a fait un cahier des charges des études . Les thématiques qu'il semble indispensable de traiter dans les études et l'évaluation environnementale sont :

- Protection des terres agricoles (qualité des sols, investissements réalisés irrigation, remembrement, recul des fonds voisins)
- Prise en compte des paysages
- Aménagement du territoire (urbanisme, économie dont forestière)
- Protection des eaux (recul berges)
- Préservation des milieux naturels et de la biodiversité
- Risques naturels, dont les incendies

Le rapport environnemental qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale comprend 9 points qui sont examinés au regard d'une réglementation des boisements (voir PJ pour le renvoi aux rubriques) :

- 1 : présentation générale : pas de souci particulier ,ce sera fait de toute façon dans l'étude
- 2 : description de l'état initial : peut être faite sous forme d'un tableau sur les points à l'étude avec trois niveaux d'enjeux (priorités par thèmes) et/ou sous forme de cartes (sectorisation des enjeux). Cette description ne nécessite pas une étude particulière (botanique par exemple) et se fera donc surtout « à dire d'experts ».
- 3 : solutions de substitution : évoquer les autres dispositifs possibles, pourquoi ils n'ont pas été retenus
- 4 : exposé des motifs pour lesquels ce plan a été retenu d'un point de vue environnemental, dont justification des secteurs (interdit, autorisé)
- 5 : exposé des effets probables, toujours du point de vue de l'environnement (santé humaine, Natura 2000); par exemple pour l'eau potable, les effets sur un captage d'eau (positifs pour protection mais problème pour l' exploitation). Sera fait de manière proportionnée, au regard de l'impact du document, notamment pour l'aspect « santé humaine ».
- 6 : présentation des mesures précises pour éviter les conséquences négatives, réduire les impacts sur l'environnement –et compenser s'il y a lieu
- 7 : préciser les indicateurs, les critères retenus : nombre de déclarations, bilan des surfaces boisées, infractions recensées

- 8 et 9 : pas indispensables.

Dans le cas des règlements de boisement, le document pourrait faire une dizaine de pages, accompagné de cartes.

Questions posées :

la CCAF doit-elle se prononcer sur l'évaluation environnementale ? Pas prévue par les textes

L'avis de l'autorité environnementale a-t-elle une incidence ? Probablement pas

Le règlement peut-il s'appliquer aux chênes truffiers, plantés sur pelouses sèches à enjeu fort de préservation de la biodiversité ? Incertitude. Il faut voir avec le CRPF, la chambre d'agriculture, l'association des trufficulteurs.

Ce type de culture peut être déclaré à la PAC mais ne fait pas l'objet d'une rubrique identifiables (autres cultures).

CR MF Bacuvier et P Boularand